

Brochure n° 3037

**Convention collective nationale**

IDCC : 1921. – **PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE**

---

AVENANT N° 27 DU 16 NOVEMBRE 2006

RELATIF AUX TAUX DE CONTRIBUTION  
À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : *ASET0750154M*

IDCC : *1921*

---

Entre :

La chambre nationale des huissiers de justice,

D'une part, et

Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires  
CSFV-CFTC ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études, de conseil et  
prévention CGT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services  
(FNECS) CGC ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part.

Compte tenu de l'article 3 de l'ordonnance n° 2005-895 du 2 août 2005 et  
de l'accord du 28 février 2005 étendu signé par l'UNAPL, les parties signa-  
taires conviennent des dispositions suivantes.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Contributions des entreprises à la formation professionnelle continue*

Les entreprises ayant un effectif inférieur à 10 salariés dans le respect du taux de contribution global à la formation professionnelle continue fixé à 0,55 % de la masse salariale brute par l'avenant du 8 juillet 2005 versent à OPCA PL :

- 0,25 % de la masse salariale annuelle, au titre du plan de formation ;
- une contribution égale à 0,30 % de la masse salariale annuelle, au titre de la professionnalisation et du DIF.

Les entreprises ayant un effectif supérieur ou égal à 10 et inférieur à 20 salariés, compte tenu de l'exonération de la contribution de 0,2 % CIF prévue par l'ordonnance du 2 août 2005, ont un taux de contribution global à la FPC fixé à 1,40 % et versent à l'OPCA PL :

- une contribution de 0,65 %, au titre du plan de formation ;
- une contribution de 0,70 %, au titre de la professionnalisation et du DIF.

Les entreprises ayant un effectif supérieur ou égal à 20 salariés, dans le respect du taux de contribution global à la formation professionnelle continue fixé à 1,60 % de la masse salariale brute par l'accord du 8 juillet 2005, versent à OPCA PL :

- une contribution de 0,65 % au titre du plan de formation.
- une contribution de 0,70 % au titre de la professionnalisation et du DIF.

## **Article 2**

### *Clause visant la neutralisation des « franchissements de seuils de 10 et de 20 salariés »*

Les taux de contribution fixés par le présent avenant sont applicables dès la première année de franchissement des seuils de 10 et 20 salariés.

Fait à Paris, le 16 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)